

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2013

CHAPITRE 32

**MINISTERE
DE L'EAU ET DE L'ENERGIE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

| | | |
|-----------|--|-----------|
| | NOTE EXPLICATIVE | 4 |
| 1. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES | 5 |
| 1.1. | RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE | 6 |
| 1.2. | PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE | 7 |
| 1.3. | CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES | 8 |
| 1.4. | AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013 | 9 |
| 2. | ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES | 10 |
| 2.1. | PROGRAMME 421: OFFRE D'ENERGIE | 11 |
| 2.1.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 12 |
| 2.1.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 12 |
| 2.1.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013 | 14 |
| 2.1.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013 | 16 |
| 2.2. | PROGRAMME 422: ACCES A L'ENERGIE | 22 |
| 2.2.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 23 |
| 2.2.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 23 |
| 2.2.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013 | 24 |
| 2.2.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013 | 27 |
| 2.3. | PROGRAMME 423: ACCES A L'EAU POTABLE ET A L' ASSAINISSEMENT LIQUIDE | 33 |
| 2.3.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 34 |
| 2.3.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 34 |
| 2.3.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013 | 35 |
| 2.3.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013 | 38 |
| 2.4. | PROGRAMME 424: RENFORCEMENT DES MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT DES SOUS- SECTEURS EAU ET ENERGIE | 42 |
| 2.4.1. | PRÉSENTATION DU PROGRAMME | 43 |
| 2.4.2. | CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME | 44 |

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 2.4.3. | PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013 | 44 |
| 2.4.4. | PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013 | 48 |
| 3. | BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES | 51 |
| 3.1. | RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE | 52 |
| 3.2. | LEÇONS APPRISES | 53 |
| 3.3. | PERSPECTIVES | 54 |

NOTE EXPLICATIVE

La loi n° 2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat a mis en place un nouveau mode de gestion budgétaire, comptable et financier dans les administrations publiques. Ce nouveau cadre concrétise la volonté politique du Chef de l'Etat qui, lors de sa communication spéciale au cours du Conseil des Ministres du 12 septembre 2007, disait : « le Gouvernement doit s'attendre à être jugé sur les critères de performance ». Il est également une véritable constitution financière qui vient remplacer l'Ordonnance de 1962 qui, malgré les résultats non négligeables, était devenue inadaptée au regard des défis auxquels notre pays doit désormais faire face.

Le nouveau texte est une traduction dans les faits de la gestion axée sur les résultats. En effet, après l'adoption et la promulgation de la loi de finances n° 2012/014 du 21 décembre 2012, première élaborée en mode programme, et son exécution tout au long de l'année 2013 dans l'ensembles des ministères et autres organes institutionnels, il est nécessaire de dresser un bilan des activités menées et des résultats obtenus dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre dans un document appelé Rapport Annuel de Performance.

L'élaboration du Rapport Annuel de Performance (RAP) constitue à cet effet une autre grande avancée dans le déploiement des principes et normes édictés dans le nouveau Régime Financier de l'Etat. Elle permet d'une part de rendre compte des résultats obtenus et de l'utilisation des ressources affectées à chaque programme et d'autre part favorise une meilleure projection des résultats à venir, tirant avantage des leçons apprises au cours de l'exercice 2013. Au terme des douze (12) mois d'exécution des 160 programmes inscrits dans la loi de finances 2013, les présents RAP - 2013, rendent compte de la mise en œuvre desdits programmes en présentant :

- Le contexte de mise en œuvre des programmes ;
- L'état de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2013 du premier cycle de budgétisation par programme ;
- Le bilan stratégique et les perspectives.

L'examen par le Parlement de cette première génération de Rapports Annuels de Performance produits par les administrations revêt un caractère essentiel dans la mesure où il inscrit dans la réalité la gestion budgétaire axée sur la performance. Il permet à travers les différentes évaluations et remises en cause, d'éprouver la réforme en cours et de réorienter la démarche en fonction des principaux constats.

Ainsi donc, l'Etat bâtit un sentier de progression ; un cercle vertueux d'améliorations continues permettant de construire pour chaque administration ou institution, une trajectoire de performance soutenue par les outils et nouvelles règles de gestion budgétaire.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

La démarche stratégique du sous – secteur de l'eau et de l'énergie s'inscrit dans la vision prospective nationale représentée par la Vision 2035 qui consiste à faire du Cameroun un pays émergent. La stratégie nationale de la croissance prônée par le DSCE à l'horizon 2020 ambitionne de porter les capacités de production énergétique du pays à 3 000 MW. Le Gouvernement entend à travers le Ministère de l'Eau et de l'Energie investir massivement dans les infrastructures au cours de la période de mise en œuvre de la stratégie. C'est à ce titre que plusieurs domaines ont été identifiés.

Dans le domaine de l'énergie, il s'agira de :

- résorber le déficit énergétique actuel et celui prévisible dans le court terme grâce à la construction et la mise en service de divers infrastructures de production de l'énergie électrique, au nombre desquels : les centrales hydroélectriques de Nachtigal (330MW), de Song Mbengé (950MW), de Memve'ele (120MW-201MW), de Kikot (350-550MW), de Njock (270 MW), de Ngodi (475 MW), de Song Ndong (250-300MW), de Nyanzom (375 MW), de Bayomen (470 MW), de Mouila-Mogué (350MW), de Bagangté (90MW) sur le Réseau Interconnecté Sud (RIS). Pour optimiser le productible énergétique du bassin de la Sanaga sur lequel seront implantés la plupart de ces centrales, ces projets seront associés à la construction des ouvrages de régulation de Ponts-Rails, Bankim-Mapé, Litala etc. Sur le réseau interconnecté Nord, la centrale hydroélectrique de Warak (50 MW) sur la Bini est envisagée, ainsi que les centrales de Colomines (Gbazoumbé12MW) et Ndokayo pour le réseau de l'Est.;
- améliorer l'accès des populations aux services énergétiques modernes et la qualité du service public de l'électricité du fait que la plupart des actions envisagées ou en cours portent principalement sur la réhabilitation et la rénovation des centrales hydroélectriques d'Edéa et de Song Loulou ainsi que, le renforcement des réseaux de transport et la création de nouveaux postes sources. Ce programme se poursuivra dans le réseau de distribution par la réhabilitation des lignes moyennes tension, le remplacement des supports pourris et des composantes défectueuses, l'extension des réseaux et le raccordement de nouveaux abonnés ;
- moderniser et accroître les capacités des infrastructures de raffinage, de stockage et de transport des produits pétroliers et du gaz domestique. Mais également, poursuivre la construction de nouvelles unités de stockage dans les régions et les zones non pourvues, et à mettre en œuvre toutes mesures pouvant accélérer l'accès des populations au gaz domestique en milieu rural et dans les zones à écologie fragile ;
- promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et la rationalisation de la consommation du bois de feu. Il s'agira de développer et promouvoir des formes d'énergie propre dont l'énergie solaire, les micros et mini centrales hydroélectriques et la biomasse pour la satisfaction des besoins énergétiques nationaux.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, il sera question de porter à 75% en 2020, le taux d'accès à l'eau potable en passant par la réhabilitation des infrastructures existantes

réalisées dans leur très grande majorité depuis plus de 20 ans ; la réalisation des extensions des réseaux existants qui n'ont pas suivi le rythme d'expansion urbaine et démographique et l'intensification des programmes des branchements ruraux à grande échelle. A cet effet, la stratégie du Gouvernement en la matière se décline en une composante rurale et urbaine :

- En Milieu Rural, la politique d'approvisionnement a pour principaux objectifs : une meilleure planification des ouvrages, en répondant à la demande, en augmentant la couverture des services et en évitant les incohérences ; une pérennisation des investissements réalisés en améliorant l'entretien, en sécurisant le financement et en prévoyant le financement du renouvellement et une moindre dépendance vis-à-vis de l'Etat afin d'asseoir le développement du secteur sur toutes les forces disponibles.
- En milieu urbain, l'option retenue par le Gouvernement, notamment dans la lettre de politique d'hydraulique urbaine d'avril 2007 est le partenariat public - privé et la création de deux entités chargées respectivement des infrastructures et de la distribution de l'eau potable.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Conformément au décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, et le décret n°2012/501 du 07 novembre 2012 portant organisation du Ministère de l'Eau et de l'Energie, le MINEE a pour mission l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de production, de transport et de distribution de l'eau et de l'énergie.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, il est chargé de maîtriser les ressources en eau, d'assurer une fourniture et un accès à l'eau potable suffisant, de promouvoir et développer l'assainissement pour tous.

Dans le domaine de l'énergie, il est question pour ce département ministériel d'assurer une fourniture énergétique suffisante, efficace, fiable et propre ; de développer et garantir l'accès aux services énergétiques modernes sur le long terme afin de faire de l'énergie un atout de l'industrie camerounaise dans la compétition industrielle mondiale.

Il assure en outre la tutelle des établissements et sociétés de production, de transport, de distribution, de régulation de l'eau, de l'électricité, du gaz et du pétrole aval.

L'implémentation de ces missions a induit la mise en place de quatre (04) programmes axés sur :

- l'amélioration de l'offre en énergie (programme 1) ;
- l'amélioration de l'accès à l'énergie (programme 2) ;
- l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (programme3) ;
- l'amélioration du cadre de travail du personnel du MINEE (programme4).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Les quatre (4) programmes du Ministère de l'Eau et de l'Energie ont été mis en œuvre dans un environnement marqué par l'arrimage à la réforme du système de passation de marchés publics ; le basculement du budget des moyens au budget programme ; la mise en œuvre du nouvel organigramme du MINEE ; la poursuite des travaux des projets structurants ; Le programme thermique d'urgence et d'hydraulique d'urgence et la poursuite du transfert de compétences aux Collectivités Territoriales Décentralisées dans le cadre l'amélioration de l'accès à l'eau potable en milieu rural.

En ce qui concerne le basculement du budget des moyens au budget programme, l'année 2013 a été marquée par l'avènement du budget programme. À ce titre, il a fallu renforcer les capacités des ordonnateurs de crédits et du personnel afin de les outiller à cette nouvelle gestion. Par ailleurs, le MINEE a connu quelques difficultés dans les engagements budgétaires en raison de l'instabilité du réseau de la nouvelle application de la gestion budgétaire (PROBMIS).

Concernant la réforme de passation de marchés publics, elle fait une part belle désormais au nouveau ministère en charge des marchés publics, de lancer et de passer les marchés d'un seuil supérieur ou égal à cinquante millions de francs CFA. Suite au décret du 05 août 2013, le seuil de compétence du MINEE et partant celui des autres départements ministériels s'est vu considérablement relevé.

S'agissant de la mise en œuvre du nouvel organigramme du MINEE, elle a vu la création de nouvelles directions qui ont toutes été pourvu en responsables par un décret du 12 mars 2013 du Premier Ministre Chef du Gouvernement. A cet effet, l'adaptation de certains responsables aux nouvelles structures ainsi créées s'est avérée laborieuse.

Pour ce qui est de la poursuite des travaux des projets structurants, l'année 2013 a été marquée, entre autres, par la mise en service de la Centrale à gaz de Kribi (216 MW), la poursuite des travaux de construction de la station de traitement d'eau de la Mefou avec une capacité de 50 000 m³/j, la poursuite des travaux de construction des barrages hydroélectriques de Lom Pangar, Memve'ele (211 MW), de Mekin (15 MW) et l'inauguration de la centrale à gaz naturel de Logbaba à Ndog-passi.

Quant au programme thermique d'urgence, la baisse du débit du fleuve Sanaga pendant la période d'étiage cumulée aux travaux d'entretien du réseau électrique par AES-Sonel ont été à l'origine des coupures et délestages en énergie électrique observés dans le réseau. Pour répondre à cette situation, le MINEE a eu recours aux quatre centrales thermiques de Mbalmayo, Ebolowa, Bamenda et Ahala (d'une capacité totale de 100 MW), mises en service depuis 2011. Néanmoins, il y a lieu de relever que la mise en service des barrages suscités va

améliorer l'équilibre entre l'offre et la demande en énergie électrique.

S'agissant du programme d'hydraulique d'urgence, il a pour finalité de répondre à très court terme à l'approvisionnement en eau potable des populations de la ville de Yaoundé et de ses environs. A cet effet des projets d'adduction d'eau potable et de construction de forages équipés sont régulièrement menés dans plusieurs quartiers et autres parties du territoire, afin d'améliorer à très court terme l'accès à l'eau potable aux populations.

Pour finir, la poursuite de la politique gouvernementale de décentralisation a conduit une fois de plus le MINEE à transférer aux collectivités territoriales décentralisées la gestion des forages équipés de l'année 2013.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2013

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 421

OFFRE D'ENERGIE

Responsable du programme

GOHNNANG ZEKEYO Jean Pierre
Directeur de l'Electricité

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|--|---|
| OBJECTIF | Disposer d'une quantité suffisante d'énergie pour la population et les activités économiques | |
| Indicateur | Intitulé: | Energie disponible pour la consommation finale (en Tep) |
| | Unité de mesure | - |
| | Valeur de référence: | 1400000.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible | 1800000.0 |
| | Année cible: | 2015 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | <p>Action 01: ELABORATION ET MISE À JOUR DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE D'ÉNERGIE</p> <p>Action 02: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE</p> <p>Action 03: DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE</p> <p>Action 04: OPTIMISATION DE LA CAPACITÉ DES INSTALLATIONS DE RAFFINAGE DES HYDROCARBURES</p> <p>Action 05: DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT DES PRODUITS PÉTROLIERS ET DU GAZ</p> <p>Action 06: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE DES PRODUITS PÉTROLIERS ET DU GAZ</p> | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 100 293 680 296 | CP 34 501 680 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | GOHNNANG ZEKEYO Jean Pierre, Directeur de l'Electricité | |

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 421 du Ministère de l'Eau et de l'Energie a été exécuté dans un contexte caractérisé d'une part par une pression importante sur l'offre d'énergie et d'autre part, par l'évolution du cadre institutionnel du Ministère de l'Eau et de l'Energie.

En ce qui concerne la pression sur l'offre, un équilibre fragile entre l'offre et la demande d'énergie électrique conjugué à l'existence de plusieurs lignes de transport d'électricité et postes sources et de distribution saturés et opérant au-delà de la limite de leur capacité nominale à la pointe, ainsi que des chutes de tension importantes dans certains maillons du réseau électrique national, obligeant au recours à la production des centrales thermiques d'urgence, pendant l'étiage et la pointe. Cette situation a entraîné un niveau de qualité du service public de l'électricité insuffisant et la perturbation de l'activité économique, ainsi qu'un coût de fourniture du service élevé, du fait du recours à la production thermique de secours ou au délestage, en cas d'incident.

Dans le domaine des produits pétroliers, la raffinerie de Limbé construite il y a vingt ans déjà est vétuste et les procédés utilisés surannés. L'accès des populations aux produits pétroliers et notamment au gaz domestique est freiné par l'insuffisance des installations de stockage et les blocages à l'importation des produits raffinés.

Pour réduire le déficit actuel de production d'énergie et éviter que celui-ci ne se perpétue, d'importants efforts ont été consentis afin d'accélérer l'exécution des projets de centrales électriques en cours de construction. Ceci a abouti au mois de mai 2013, à la mise en service d'une nouvelle centrale au gaz naturel d'une capacité de 216 MW à Kribi.

En outre, les travaux de construction des aménagements hydroélectriques de Lom Pangar, de Memve'ele et de Mekin se sont poursuivis et toutes les mesures prises en vue du respect de leur calendrier. Dans le même temps, les études préliminaires à la construction des nouvelles centrales électriques et de nouvelles infrastructures de transport d'électricité se poursuivent ou ont été lancées, selon le cas.

Dans le même ordre d'idées, la mise à jour du plan de développement du secteur de l'électricité à long terme élaboré en 2006 a été engagée, avec l'appui financier de la Banque Mondiale. Ce plan propose un programme d'équipement en moyens de production et de transport d'électricité nécessaire pour assurer, dans le court, le moyen et le long terme, l'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie électrique. De par sa nature anticipative, il est sensé éclairer le dialogue entre le Gouvernement et les investisseurs, ainsi que les partenaires au développement, autour des idées de projet de centrales électriques, schéma d'aménagement du territoire, projets ou pôle de développement industriels, etc.

Dans la perspective d'accroître les quantités de produits pétroliers mis à la consommation, les travaux de modernisation et d'extension de la raffinerie la Société Nationale de Raffinage ont été engagés afin de lui permettre de traiter plus de pétrole bruts camerounais et de faire passer sa capacité de production de 2,2 millions de tonnes actuellement à 3,5 millions de tonnes à terme.

Dans le même temps, pour permettre de constituer des stocks substantiels de sécurité, les travaux d'extension de la capacité des installations de stockage dans les dépôts existants et de construction de nouveaux dépôts dans les grandes villes ont été lancés.

En outre, des études ont été engagées en vue de la construction d'un terminal d'hydrocarbures d'une capacité de 246 000 m³ dans la zone portuaire de Kribi.

Afin de promouvoir un accès accru des populations au gaz domestique, reconnu comme une source d'énergie propre, notamment en milieu rural et dans les zones à écologie fragile, de nouveaux centres emplisseurs sont en construction dans les Régions de l'Est et de l'Extrême Nord du Cameroun.

Pour ce qui du cadre institutionnel, la mise en œuvre du nouvel organigramme du Ministère de l'Eau et de l'Energie a donné lieu à la mise en place de la nouvelle direction des énergies

renouvelables et de la maîtrise de l'énergie, faisant passer au nombre de 3 les structures opérationnelles internes du Ministère en charge des questions d'offre d'énergie. Ce qui a entraîné une réaffectation des tâches et des moyens entre cette direction et celles qui les portaient.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 421 était d'accroître l'offre d'énergie pour la population et les activités économiques, en portant la quantité d'énergie disponible pour la consommation finale actuellement de 1 400 000 tep en 2012 à 1 680 000 tep en 2013.

Globalement, le résultat obtenu au 31 décembre 2013 se situe à 1 680 000 tep, soit un taux de réalisation de 98,72% par rapport à l'objectif de 1 800 000 tep fixé en 2015.

Cette performance a été possible grâce au recours aux centrales du Programme Thermique d'Urgence (PTU) et à la mise en service au mois de mai 2013, d'une nouvelle centrale au gaz naturel d'une capacité de 216 MW à Kribi. Ce qui a permis à l'énergie électrique produite par les centrales et émises sur les réseaux de s'établir à 5 375 488 588 kWh, soit une croissance de 9,96% par rapport à l'année 2012.

S'agissant des produits pétroliers, les quantités de combustibles mises à la consommation se sont élevées à 2 187 464 m³ pour les produits pétroliers blancs et 79 859 Tonnes métriques (TM) pour le gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Analyse de la performance globale du Programme 421

| | | |
|--|---|-------------------------------------|
| RESULTAT TECHNIQUE OBTENU | 1 680 000 tep | |
| TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR | 93,33% | |
| DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts) | AE : 100 787 728 146 (+494 047 850) | CP 34 995 727 850 (+494 047 850) |
| CREDITS CONSOMMES | AE : 34 941 073 564 | CP : 34 934 938 466 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 34 ,67% | 99,83% |
| JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Ce programme est principalement porté par les grands projets de construction des barrages hydroélectriques de Lom Pangar, Mekin et Memve'ele ; - Le taux de consommation élevé constaté est imputable à ces trois grands projets dont les travaux d'exécution commencés depuis deux à trois ans, selon le cas, se sont accélérés au cours de l'exercice 2013 ; | |

| | |
|------------------------|--|
| PERSPECTIVES POUR 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des travaux de construction des barrages de Lom Pangar, Mekin et Memve'ele ; - La finalisation ou le lancement des études préliminaires à la réhabilitation de certains barrages existants et la construction de nouveaux barrages, à savoir les barrages de Lagdo (à réhabiliter), de Menchum, Bini, Song Dong, Njock etc. et. ; - La poursuite ou le lancement de la préparation des projets de construction de nouvelles infrastructures de transport d'électricité (ligne 400 kV Edéa-Yaoundé et lignes de bouclage des postes sources de Yaoundé, ligne 225 kV Song Loulou-Bafoussam et desserte du Nord Ouest et de l'Ouest, Ligne 225 kV Edea-Douala et renforcement des réseaux de la ville de Douala, Lignes et postes de renforcement du réseau interconnecté Nord, etc.). |
|------------------------|--|

| | | |
|--|---|--------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | 1 680 000 tep | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 93,33% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 100 787 728 146 | CP 34 995 727 850 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE -494 047 850 | Ecart CP -494 047 850 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 34 985 723 564 | CP 34 979 588 466 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 34,71 % | 99,95 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <p>-Ce programme est principalement porté par les grands projets de construction des barrages hydroélectriques de Lom Pangar, Mekin et Memve'ele ;</p> <p>-Le taux de consommation élevé constaté est imputable à ces trois grands projets dont les travaux d'exécution commencés depuis deux à trois ans, selon le cas, se sont accélérés au cours de l'exercice 2013 ;</p> | |
| PERSPECTIVES 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des travaux de construction des barrages de Lom Pangar, Mekin et Memve'ele ; - La finalisation ou le lancement des études préliminaires à la réhabilitation de certains barrages existants et la construction de nouveaux barrages, à savoir les barrages de Lagdo (à réhabiliter), de Menchum, Bini, Song Dong, Njock etc. et. ; - La poursuite ou le lancement de la préparation des projets de construction de nouvelles infrastructures de transport d'électricité (ligne 400 kV Edéa- Yaoundé et lignes de bouclage des postes sources de Yaoundé, ligne 225 kV Song Loulou-Bafoussam et desserte du Nord Ouest et de l'Ouest, Ligne 225 kV Edea-Douala et renforcement des réseaux de la ville de Douala, Lignes et postes de renforcement du réseau interconnecté Nord, etc.). | |

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

| Action 01 ELABORATION ET MISE À JOUR DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE D'ÉNERGIE | | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------------|--|--|
| OBJECTIF | Définir et mettre à jour les orientations et les objectifs de développement de l'offre d'énergie. | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Existence de documents à jour fixant les orientations, les stratégies et les objectifs poursuivis en matière de développement de l'offre d'énergie | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33.33 | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | 1.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 1 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 701 680 296 | 701 680 000 | 1 195 728 146 | 1 195 727 850 | 1 185 723 564 | 1 179 588 466 | 99,16 % | 98,65 % | |
| CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Le réaménagement du PAP a entraîné la délocalisation de l'activité de production du rapport sur la situation énergétique du Cameroun dans le programme 4 sous l'égide de la Direction des Energies Renouvelable et de la Maîtrise de l'Energie nouvellement créée ; - Le déblocage des fonds alloués pour ladite activité n'a été effectif qu'en juin 2014. | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants) | L'élaboration d'un cadre réglementaire pour le transport des produits pétroliers | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration d'un plan de développement du secteur de l'électricité à long terme a démarré en 2013 et se poursuit en 2014 (Projet financé par la Banque Mondiale) ; - Les Termes de Référence pour l'élaboration des plans directeurs du secteur pétrolier aval et des énergies renouvelables ont été élaborés mais ces activités n'ont pas démarré faute de financements. | | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite et finalisation en 2014 de l'élaboration d'un plan de développement du secteur de l'électricité à long terme qui a démarré en 2013. Les résultats réalisés en 2013 comprennent un rapport d'étude sur les prévisions de la demande d'électricité et un rapport relatif au programme d'équipement en moyens de production d'électricité ; - Soumission du cadre réglementaire pour le transport des produits pétroliers à la Commission Nationale des Produits Pétroliers, puis transmission aux services du Premier Ministre pour signature. | | | | | | | | |

| Action 02 DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE | | | | | | | | | | |
|---|--|----------------|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------|-------|--|--|
| OBJECTIF | Améliorer la capacité de production d'énergie électrique. | | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Puissance installée (en Mégawatts) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | | | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 1060.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | | 2000.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 1 291 | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | | |
| | 99 592 000 000 | 33 800 000 000 | 99 592 000 000 | 33 800 000 000 | 33 800 000 000 | 33 800 000 000 | 33,93 % | 100 % | | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | L'Appel d'Offre pour le recrutement du Bureau d'Etude pour la réalisation l'accompagnement du Maître d'Ouvrage dans la réalisation des travaux a été jugé infructueuse ce qui a conduit à la non utilisation du budget alloué pour la réalisation du barrage sur la MENCHUM. | | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Mise en service d'une nouvelle centrale au gaz naturel d'une capacité de 216 MW à Kribi ; - Poursuite des travaux de construction des barrages de Lom Pangar, Memve'ele et Mekin ; - Lancement des études d'avant-projet détaillé des barrages hydroélectriques de Menchum (72 MW) et de Bini (75 MW). | | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Mise en service d'une centrale à gaz d'une capacité installée de 216 MW à Kribi. | | | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des grands chantiers de construction des barrages hydroélectriques (MEKIN ; Memve'ele et le réservoir de Lom-Pangar) ; - Finalisation des études préliminaires à la réhabilitation du barrage Lagdo et à la construction des barrages de Menchum, Bini, Song Dong, Njock, etc. ; | | | | | | | | | |

| Action 03 DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE | | | | | | | | |
|--|---|----|--------------------------------------|----|--------------|----|--------------------------------|----|
| OBJECTIF | Améliorer la capacité de transport de l'énergie électrique. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Puissance transportée (en Mégawatts) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 800.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 2000.0 | | | | | |
| Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | | | | | | | |

Action 04

OPTIMISATION DE LA CAPACITÉ DES INSTALLATIONS DE RAFFINAGE DES HYDROCARBURES

| | | | | | | | | |
|------------|---|----|---|----|--------------|----|--------------------------------|----|
| OBJECTIF | Augmenter la capacité de raffinage des hydrocarbures. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux de brut national raffiné (en %) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 20.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 40.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Pourcentage de GPL produit par la SONARA (en %) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 30.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 45.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Capacité de raffinage (en TM) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 2100000.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 3500000.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | | | | | | | |

Action 05 DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE TRANSPORT DES PRODUITS PÉTROLIERS ET DU GAZ

| | | | | | | | | |
|--|---|----|---|----|--------------|----|--------------------------------|----|
| OBJECTIF | Augmenter la capacité de transport des produits pétroliers et du gaz. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Volume de carburant transporté du dépôt principal vers l'intérieur (en m3/mois) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 43000.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 100000.0 | | | | | |
| Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | | | | | | | |

| Action 06 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE DES PRODUITS PÉTROLIERS ET DU GAZ | | | | | | | | |
|--|---|----|------------------------------|----|--------------|----|--------------------------------|----|
| OBJECTIF | Augmenter et sécuriser les installations de stockage des produits pétroliers et du gaz. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Capacité de stockage (en m3) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | m3 | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 129000.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 200000.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | | | | | | | |

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 422

ACCES A L'ENERGIE

Responsable du programme

MESSOUMBE AKAME Martin
Directeur des Produits Pétroliers et Gaziers

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|--|---|
| OBJECTIF | Améliorer l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès au gaz domestique (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 17.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 20.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à l'électricité (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 49.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 55.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique disponible à la consommation (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 0.5 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 3.0 2017 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: ELABORATION ET MISE À JOUR DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES D'ACCÈS À L'ÉNERGIE Action 02: ELECTRIFICATION URBAINE, PÉRIURBAINE ET RURALE Action 03: RÉALISATION DES PROGRAMMES ET PROJETS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS ET DU GAZ Action 04: DÉVELOPPEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES AUTRES QUE LE BOIS ÉNERGIE Action 05: MAITRISE DE L'ÉNERGIE | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 5 190 756 069 | CP 4 061 276 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | MESSOUMBE AKAME Martin, Directeur des Produits Pétroliers et Gaziers | |

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 422 du Ministère de l'Eau et de l'Energie a été exécuté dans un contexte général caractérisé par des éléments se rattachant à :

- l'entrée en vigueur du nouvel organigramme du MINEE,
- la conjoncture pétrolière nationale et internationale,
- la poursuite de la réalisation des projets structurants du secteur de l'énergie électrique visant à améliorer l'offre et donc l'accès à l'électricité ;
- la demande croissante en électricité, en produits pétroliers et en gaz domestique ;
- la recrudescence de la fraude sur les produits pétroliers ;
- une volonté manifeste du Gouvernement d'accroître l'accès des ménages aux des énergies renouvelables.

Concernant, le nouvel organigramme du MINEE, il est entré en vigueur par décret présidentiel

n°2012/501 du 07 novembre 2012 ; De nouvelles Directions et Services se rapportant au Programme Accès à l'Énergie ont été créées notamment, la Direction des Énergies Renouvelables et de la Maîtrise d'Énergie, la Sous-direction du Suivi et du Contrôle des Activités du Gaz Aval et la Sous-direction du suivi de la Régulation et du Contrôle des Installations Électriques Intérieurs. Ledit organigramme a été rendu opérationnel en mars et mai 2013 avec la nomination de Directeurs et autres Responsables dans les services centraux.

S'agissant des éléments qui se rattachent à conjoncture pétrolière, il faut relever qu'en fin 2012 et début 2013, la flambée des coûts de pétrole sur le marché international s'est poursuivie, au point où le baril de brut Brent a atteint 118 dollars. Ensuite, il a fluctué entre 97 et 110 dollars au courant de l'année 2013. Malgré cette conjoncture pétrolière défavorable, le Gouvernement a maintenu les prix des produits pétroliers stables à la pompe en accordant des subventions avoisinant les 350 milliards durant l'année 2013. Toutefois, dans un contexte marqué par une demande nationale de produits pétroliers en forte croissance de l'ordre de 7% par an, conjugué aux paiements très tardifs desdites subventions par l'État, et aux difficultés financières et techniques de la SONARA qui ont entraîné le prolongement de la durée de l'arrêt technique du mois de septembre 2013 de 30 à 45 jours, l'approvisionnement du marché intérieur en produits pétroliers a été tendue tout au long de l'année 2013 au point d'atteindre un niveau critique en fin d'année 2013 (novembre-décembre) où une station-service sur deux a été en rupture de stocks dans les villes de Douala, Yaoundé et Bafoussam. Tous ces éléments ont eu un effet considérable sur l'accès des ménages et des usagers aux produits pétroliers et du gaz.

-

Pour ce qui est de l'accès à l'électricité, le contexte a été marqué par une demande nettement supérieure à l'offre, un taux d'accès à l'électricité en zone rurale faible. Le secteur résidentiel est resté celui ayant la plus forte demande en consommation. Comme cela est d'ailleurs rappelé dans le DSCE, l'électricité est un important facteur de développement dans l'amélioration des conditions de vie. Les participants aux consultations ont proposé de poursuivre les programmes d'électrification rurale afin de permettre aux paysans de disposer des équipements qui leur permettent de transformer leurs productions, de faciliter le travail des femmes et de limiter l'exode rural des jeunes. La recherche de la satisfaction des besoins réels en électricité exprimés par ces populations a également constitué le fil conducteur de la mise en œuvre du présent Programme, notamment par la réhabilitation et l'extension des réseaux électriques existants, la promotion et l'intensification de l'électrification rurale.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 422 était d'améliorer l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie. Il s'agissait de parvenir à un niveau appréciable d'accès des populations aux différents types d'énergies.

S'agissant de l'énergie électrique, il était question de porter son taux d'accès à 55% à l'horizon

2015. Au cours de l'année 2013 ce taux a été porté à 50%, soit un taux de réalisation technique de 33,3%. Ce résultat s'explique non seulement par la réalisation du projet d'intervention d'urgence d'électricité qui a atteint un taux de réalisation de 95%, mais mieux encore, le nombre de nouvelles localités électrifiées en 2013 dans les dix Régions est passé à 5120. Ceci a permis d'observer une augmentation des abonnés qui est passé de 801 349 à 853 185, soit 50 344 nouveaux abonnés en 2013.

Pour ce qui est de l'amélioration de l'accès aux produits pétroliers mesuré par le taux d'accès au gaz domestique, il était question pour nous de porter ce dernier à 20% à l'horizon 2015. Ce taux a été porté à 18% au cours de l'année 2013, soit un taux de réalisation technique de 33%. Ce résultat s'explique par l'entrée de l'opérateur TRADEX dans la filière GPL en mars 2013 avec la mise d'un stock 30 000 bouteilles à gaz sur le marché, et la mobilisation par TRADEX sous l'impulsion du MINEE, d'un tanker flottant de 20 000 TM de GPL au large de nos côtes au long de l'année 2013 ; en conséquence une quantité de 80 126 TM de gaz domestique a été mise en consommation en 2013, soit une augmentation de 11,24% par rapport en 2012.

Concernant les énergies renouvelables quasiment inutilisées, l'accès y relatif devait être porté à 3% à l'horizon 2017. En 2013 la part des ENR dans le mix énergétique produit a été portée à 1%. Cette performance se justifie par la réalisation du suivi des activités de diffusion des foyers améliorés, la construction de 668 lampadaires solaire de l'axe routier Ngouso –Campus de l'Université de Yaoundé et l'expérimentation des bio-digesteurs pour la production du biogaz dans les régions du Nord-Ouest et du Nord avec l'aide de la SNV. L'intensification de ces actions sera certainement l'une des priorités de l'exercice 2014.

Analyse de la performance globale du Programme 422

| | | | |
|--------------------------------------|--|------------------------------|--|
| RESULTAT TECHNIQUE OBTENU | 32% | | |
| TAUX DE REALISATION DES INDICATEURS | Taux d'accès au gaz domestique | Taux d'accès à l'électricité | Part des ENR ^(*) dans le mix énergétique disponible à la consommation |
| | 33% | 33% | 33% |
| DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts) | AE : 5 349 484 106 (+ 158 728 037) | | CP : 4 220 004 037 (+158 728 037) |
| CREDITS CONSOMMES | AE : 1 389 353 631 | | CP : 1 137 779 881 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 25,97% | | 26,96% |

| | |
|--|---|
| JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Retard dans les procédures d'attribution Marchés Publics - Retard des prestataires dans l'exécution des travaux d'électrification |
| PERSPECTIVES POUR 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Accélérer le montage et la transmissions des DAO; - Mettre en œuvre la stratégie développée pour la promotion des ménages à l'accès au gaz domestique - Procéder à l'extension des réseaux électriques en zone péri urbaine et promouvoir les branchements sociaux - Intensifier l'électrification rurale par le doublement au moins du taux d'accès : - Normaliser des réseaux de distribution électrique frauduleux.; - Construire des points ruraux de distribution des produits pétroliers ; - Améliorer le cadre réglementaire de distribution du gaz domestique ; - Budgétiser et poursuivre les activités de marquage chimique des produits pétroliers, - Mettre en place le cadre réglementaire des énergies renouvelables et promouvoir leur utilisation |

| | | |
|--|--|--------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | 32% | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 33% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 5 349 484 106 | CP 4 220 004 037 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE -158 728 037 | Ecart CP -158 728 037 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 3 524 765 279 | CP 3 273 191 529 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 65,88 % | 77,56 % |
| JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Retard dans les procédures d'attribution Marchés Publics - Retard des prestataires dans l'exécution des travaux d'électrification | |
| PERSPECTIVES 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Accélérer le montage et la transmissions des DAO; - Mettre en œuvre la stratégie développée pour la promotion des ménages à l'accès au gaz domestique - Procéder à l'extension des réseaux électriques en zone péri urbaine et promouvoir les branchements sociaux - Intensifier l'électrification rurale par le doublement au moins du taux d'accès : - Normaliser des réseaux de distribution électrique frauduleux.; - Construire des points ruraux de distribution des produits pétroliers ; - Améliorer le cadre réglementaire de distribution du gaz domestique ; - Budgétiser et poursuivre les activités de marquage chimique des produits pétroliers, - Mettre en place le cadre réglementaire des énergies renouvelables et promouvoir leur utilisation. | |

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

| Action 01 ELABORATION ET MISE À JOUR DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES D'ACCÈS À L'ÉNERGIE | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------|----|--------------|----|--------------------------------|----|
| OBJECTIF | Définir et mettre à jour les orientations et objectifs poursuivis en matière d'accès à l'énergie. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Existence de documents à jour fixant les orientations, les stratégies et les objectifs poursuivis en matière d'accès à l'énergie | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 1.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | | | | | | | |

Action 02 ELECTRIFICATION URBAINE, PÉRIURBAINE ET RURALE

| | | | | | | | | |
|---|--|---------------|---|---------------|---------------|---------------|--|---------|
| OBJECTIF | Améliorer l'accès à l'électricité en milieu urbain, périurbain et rural. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux d'accès à l'électricité (en %) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33,3% | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2010 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 49.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 55.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 50% soit 50 344 nouveaux abonnés en 2013 50% representing 50 344 new subscribers in 2013 | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 4 703 183 000 | 3 603 704 000 | 4 861 929 452 | 3 762 450 452 | 3 079 803 846 | 2 829 805 096 | 63,34 % | 75,21 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Faible taux d'accès à l'électricité; - Nécessité d'améliorer l'accès des ménages à l'électricité. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - L'intervention d'urgence d'électricité : 10 localités sont totalement électrifiées sur les 12 programmées et 2 étaient en cours d'exécution au 31 décembre 2013. Taux de réalisation technique 95 % et financière 100% ; - Electrification rurale: 30 localités environ ont été totalement électrifiées sur les 95 localités prévues. soit un taux de réalisation technique de 31,5 % ; - Les Dépenses engagées Non ordonnancées : sur les 14 dossiers en demande de budgétisation 09 ont été financés et tous les 9 ont été soldés ce qui fait un taux de réalisation physique et financière de 100% ; - Paiement des subventions aux structures sous tutelles: les subventions à transférer aux structures ARSEL et AER ont été effectuées soit un taux de réalisation financière de 100% | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - L'attribution des marchés dans l'intervention urgence bénéficie des procédures d'urgence - Le faible taux de réalisation de l'électrification rurale s'explique par : - Retard dans l'attribution des marchés - retard dans l'exécution des travaux - retard dans l'élaboration des DAOs | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Mener des réflexions dans l'optique d'accélérer les procédures de passation des marchés; - Poursuivre la réhabilitation des réseaux électriques existants en collaboration avec le concessionnaire; - Procéder à l'extension des réseaux électrique en zone péri urbaine et promouvoir les branchements sociaux; - Intensifier l'électrification rurale par le doublement au moins du taux d'accès; - Normaliser les réseaux de distribution électrique frauduleux; - Sensibiliser les bénéficiaires à la sécurisation des infrastructures de distribution de l'électricité en zone rurale | | | | | | | |

Action 03 RÉALISATION DES PROGRAMMES ET PROJETS DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS ET DU GAZ

| | | | | | | | | |
|---|---|-------------|--|-------------|--------------|-------------|---|------|
| OBJECTIF | Améliorer l'accès des ménages et des usagers aux produits pétroliers et au gaz. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux de couverture en station-service (en %) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 30 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 25.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 60.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 601 | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Taux d'accès au GPL (en %) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 30 | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 17.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 20.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 18 | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 427 573 069 | 427 572 000 | 427 554 654 | 427 553 585 | 415 100 015 | 413 525 015 | 97 % | 96 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - prix des produits pétroliers stabilisés à la pompe ; - nombres de stations-services insuffisants avec une répartition géographique très inégale sur l'ensemble du territoire national ; - recrudescence de la fraude des produits pétroliers avec un taux de pollution de 14% en janvier 2013; - présence de bouteilles à gaz défectueuses sur le marché ; - pénurie régulière de gaz domestique ; - les activités du marquage chimiques des produits pétroliers n'ont pas été budgétisées dans le BIP 2013 du MINEE. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - 38 nouvelles stations-services ont été construites au cours de l'année 2013 afin d'améliorer l'accès des populations aux produits pétroliers et au gaz domestiques, soit un total de 601 stations-services sur l'ensemble du territoire national au 31 décembre 2013; - 04 nouveaux marketers ont été agréés au courant de l'année 2013 pour la distribution de l'ensemble des produits pétroliers et la distribution exclusive du GPL, soit au total 87 sociétés agréées à l'exercice des activités du secteur pétrolier aval ; - l'opérateur TRADEX a fait son entrée dans la filière GPL en mars 2013 avec la mise d'un stock 30 000 bouteilles à gaz sur le marché; - le marquage chimique des produits pétroliers s'est poursuivi en 2013 avec come résultats : 1 060 m3 de produits marqués, 4600 contrôles effectués, le taux de fraude réduit à 4% et un gain de 80,4 milliards de FCFA pour le Trésor Public. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Sous l'impulsion du MINEE, la société TRADEX a affrété et mobilisé au large de nos côtes à Douala, un tanker flottant d'une capacité de 20 000 TM de GPL tout au long de l'année ; ce qui a permis d'éviter les pénuries régulières du gaz domestique ; - Sous l'impulsion du MINEE, le Groupement HYDRAC/AUTHENTIX ont préfinancé tout au long de l'année 2013 les opérations des marquages chimiques des produits pétroliers à hauteur de 3 milliards de FCFA. | | | | | | | |

| | |
|-------------------|---|
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none">- Construire des points ruraux de distribution des produits pétroliers ;- Mettre en œuvre de stratégie de promotion de l'accès et de l'utilisation du gaz domestique sur l'ensemble du territoire national et notamment dans les régions à écologie fragile : l'objectif étant d'atteindre un taux d'accès au gaz domestique d'au moins 20% en 2017 et au moins à 60% à l'horizon 2035;- Améliorer le cadre réglementaire de distribution du gaz domestique ;- Budgétiser et poursuivre les programmes de marquage chimique, institués par décret n° 2010/3032/PM du 08 novembre 2010 portant marquage chimique des produits pétroliers et des opérations « coup de poing » en vue et la réduction de la fraude pétrolière à un taux résiduel ;<ul style="list-style-type: none">- Poursuivre le projet de sensibilisation des populations sur les dangers liés à la détention et à la manipulation frauduleuses des produits pétroliers au Cameroun |
|-------------------|---|

| Action 04 DÉVELOPPEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES AUTRES QUE LE BOIS ÉNERGIE | | | | | | | | |
|---|--|----|---|----|--------------|----|--------------------------------|----|
| OBJECTIF | Améliorer la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique disponible à la consommation. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique disponible à la consommation (en %) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | | % | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 1.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 5.0 | | | | | |
| Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | | | | | | | | |

Action 05 MAITRISE DE L'ÉNERGIE

| | | | | | | | | |
|---|---|------------|---|------------|--------------|------------|--|---------|
| OBJECTIF | Optimiser la consommation d'énergie. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Consommation finale d'énergie par habitant (en 0,01xTep/tête) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33% | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 19.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 17.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 1% | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 60 000 000 | 30 000 000 | 60 000 000 | 30 000 000 | 29 861 418 | 29 861 418 | 49,76 % | 99,54 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Absence des données de base sur la consommation du bois-énergie - Non implication du MINEE dans la valorisation énergétique du bois non commercial - Absence de cadre réglementaire sur la filière bois énergie | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Etude de référence de la consommation du bois-énergie dans le secteur non résidentiel au Cameroun (phase I) dont le rapport provisoire d'étude est disponible <ul style="list-style-type: none"> - Sélections et tests empiriques réalisés auprès des ménages sur 05 modèles de foyers améliorés (phase pilote) | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Rapport provisoire de l'étude de référence disponible et amendée - Rapport de suivi des activités de diffusion des foyers améliorés | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Etudes relative à la consommation du bois-énergie (phase II) à mener en 2014 - Travaux en laboratoire à réaliser par l'IRGM sur les cinq modèles de foyers améliorés diffusés auprès des ménages <ul style="list-style-type: none"> - Large diffusion des prototypes retenus après les tests en laboratoire - Etudes relatives à la filière bois-énergie dans le secteur résidentiel au Cameroun <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place le cadre réglementaire des énergies renouvelables | | | | | | | |

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 423

ACCES A L'EAU POTABLE ET A L' ASSAINISSEMENT LIQUIDE

Responsable du programme

NTAMACK Denis
Directeur de l'Hydraulique et de l'Hydrologie

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|--|---|
| OBJECTIF | Améliorer l'assainissement et l'accès durable à l'eau potable des ménages et des opérateurs économiques | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à l'eau potable (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: Année de référence: | 40.0 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 60.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à un assainissement individuel amélioré (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: Année de référence: | 37.0 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 44.0 2015 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: ELABORATION ET MISE À JOUR DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES DU SECTEUR DE L'EAU Action 02: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE Action 03: DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE Action 04: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 65 782 127 726 | CP 64 452 055 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | NTAMACK Denis, Directeur de l'Hydraulique et de l'Hydrologie | |

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 423 du Ministère de l'Eau et de l'Energie été exécuté dans un contexte général caractérisé par la réforme de l'organigramme du ministère de l'Eau et de l'Energie et le renforcement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu urbain, semi urbain et en milieu rural d'une part, le contexte de la réforme des marchés publics d'autre part.

S'agissant de la réforme de l'organigramme du Ministère de l'Eau et de l'Energie, le nouvel organigramme du Ministère de l'Eau et de l'Énergie est entré en vigueur par décret présidentiel n°2012/501 du 07 novembre 2012. C'est dans ce cadre que de nouvelles directions ont été créés. Cette réforme a permis le remplacement de la défunte Direction de l'Hydraulique et de l'Hydrologie par deux nouvelles directions citées ci-après :

- La Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau ;
- La Direction de la Gestion des Ressources en Eau ;

Afin de rendre ce nouveau cadre organique opérationnel, des responsables ont été nommés dans ces deux directions le 02 mai de l'année 2013.

Quant au renforcement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le MINEE a engagé :

- la procédure de réalisation du plan directeur national d'approvisionnement en eau potable dont les documents d'orientation et de stratégie sont disponibles ;
- La Signature d'un contrat de service avec l'entreprise chinoise CMEC et engagé la procédure de demande de renforcement pour le projet d'approvisionnement en eau potable de

la ville de Yaoundé à partir de la sanaga ;

- La poursuite des travaux de construction de la station de traitement de la Mefou dans le cadre du projet d'amélioration de la desserte en eau potable de Yaoundé, Edea, Bertoua et Ngoundéré ;
- Le montage de plusieurs projets d'alimentation en eau potable et assainissement en milieu urbain ou semi-urbain et en milieu rural pour une amélioration sensible du secteur (PAEPA –MSU ; PAEPA-MRU, ...).

La réforme des marchés publics a quant à elle fortement impactée le sous secteur de l'eau potable et de l'assainissement liquide au cours de l'année 2013. Ainsi donc, les délais des procédures de passation des marchés se sont vus allongés et la réalisation de plusieurs projets prévus en 2013 a été renvoyée en 2014.

Le remplacement du budget de moyens par le budget programme a également beaucoup pesé sur ce sous-secteur. Les nouvelles procédures n'étant pas encore bien assimilées par l'ensemble des intervenants de ce sous-secteur, des différences d'interprétations ont souvent eu à ralentir l'exécution de certains projets.

En somme, le sous secteur de l'eau potable et de l'assainissement liquide reste toujours caractérisé en 2013 par de faibles taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide (respectivement un peu au dessus des 60% et 37%). Pour inverser ces tendances, de gros financements sont nécessaires, or la principale difficulté dont fait face ce sous-secteur demeure la mobilisation des financements pour la réalisation des divers projets.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

L'objectif du programme 423 pour l'année 2013 dans le sous secteur de l'eau potable et assainissement liquide était de garantir la bonne marche du service public de l'eau potable dans le pays dans l'optique d'atteindre les 70% de la desserte en eau potable. Les activités suivantes ont été engagées dans le but d'atteindre cet objectif notamment :

- la première mise en eau de la station de la Mefou ;
- La construction de la deuxième phase du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Douala avec au moins 100.000 m³/jour en 2014 ;
- La construction de 250 forages équipés de pompe à motricité humaine et dix (10) latrines dans les dix régions du Cameroun ;
- La construction de 21.500 branchements dans le cadre du projet 40.000 à 50.000 branchements sociaux au travers du Don Global Partnership (DGPOB) ;
- La réhabilitation des AEP dans les centres de Limbe, Buéa, Tonga, Nanga Eboko , Bikok, Tokombéré, Maroua, Mfou, Kribi, Mbouda, Abong-Mbang, Foubot, Akomnyada et Meyomessala ;
- La conduite du programme d'hydraulique d'urgence qui a permis de réhabiliter ou de construire 38 infrastructure d'alimentation en eau potable dans les dix régions du Cameroun ;
- La conduite du programme d'urgence d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs en période d'étiage.

Plusieurs autres projets d'alimentation en eau potable et assainissement en milieu urbain ou semi-urbain et en milieu rural ont été montés pour une amélioration sensible de ce secteur, dans le cadre des projets PAEPA-MRU, PAEPA-MSU, 16 + 2 centres et WASH notamment. Enfin, on ne saurait clôturer sans évoquer la réalisation de plus de 250 forages équipés de pompes à motricité humaine et la réhabilitation de plus d'une centaine de points d'eau, dont la gestion a été déléguée aux Communes dans le cadre de l'Appui à la décentralisation.

Analyse de la performance globale du Programme 423

| | | |
|--|---|---------------------|
| RESULTAT TECHNIQUE OBTENU | <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de document produits ; - Nombre d'ouvrages construits | |
| TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR | 45,74% | |
| DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts) | AE : 65 383 073 033 | CP : 64 053 000 307 |
| CREDITS CONSOMMES | AE : 2 943 445 684 | CP : 3 140 417 961 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 4,5% | 4,9% |
| JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Le résultat obtenu se justifie par la passation des marchés en fin de l'exercice. | |
| PERSPECTIVES POUR 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la gouvernance dans la passation des marchés ; - Allouer un budget conséquent à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement ; - Susciter l'intérêt des bailleurs de fonds et autres partenaires au développement à financer le sous secteur assainissement. | |

| | | |
|--|---|-------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | <ul style="list-style-type: none"> - - - Nombre de document produits ; - Nombre d'ouvrages construits | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | 100% | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 65 383 073 033 | CP 64 053 000 307 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE 399 054 693 | Ecart CP 399 054 693 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 56 356 502 955 | CP 56 288 631 967 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 86,19 % | 87 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Le résultat obtenu se justifie par la passation des marchés en fin de l'exercice. | |

| | |
|----------------------|---|
| PERSPECTIVES 2014 | <ul style="list-style-type: none">- Améliorer la gouvernance dans la passation des marchés ;- Allouer un budget conséquent à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement ;- Susciter l'intérêt des bailleurs de fonds et autres partenaires au développement à financer le sous secteur assainissement. |
|----------------------|---|

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

| Action 01 ELABORATION ET MISE À JOUR DES POLITIQUES ET DES STRATÉGIES DU SECTEUR DE L'EAU | | | | | | | | | |
|---|--|---|------------------|---------------|--------------|-------------|--------------------------------|---|--|
| OBJECTIF | Définir et mettre à jour les orientations et stratégies en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Existence de documents à jour fixant les orientations, les stratégies et les objectifs poursuivis en matière d'assainissement liquide | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0% | |
| | Unité de mesure | nb | | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 0.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | 1.0 | | | | | | | |
| Réalisation exercice (Résultat technique): | <ul style="list-style-type: none"> - Intervention d'urgence Eau. - Réalisation d'un plan directeur d'approvisionnement en eau potable - Emergency water intervention. - Preparation of a drinking water supply master plan | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 821 956 726 | 786 956 000 | 1 048 665 048 | 1 013 664 322 | 990 043 439 | 966 043 434 | 94,4 % | 95,3 % | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Harmonisation des interventions des différents acteurs dans les secteurs eau potable et assainissement au travers des politiques, stratégies et procédures bien élaborées ; - Mise en place d'une meilleure planification des ouvrages afin de répondre à la demande et d'augmenter le taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Travaux hydraulique d'urgence ; - Réalisation d'un plan directeur d'approvisionnement en eau potable. | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - l'activité « Intervention d'urgence Eau » s'est glissée par erreur dans l'action (1) mais exécutée dans l'action (3). - Le résultat obtenu pour l'élaboration du Plan Directeur se justifie par : - L'insuffisance du montant du crédit alloué au titre de l'exercice 2013 ; - Le refus du phasage de l'étude par le MINMAP. | | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Accorder une allocation conséquente à l'activité « Réalisation d'un plan directeur d'approvisionnement en eau potable » en 2015; - Replacer l'activité « intervention d'urgence eau » dans l'action « développement de l'accès à l'eau potable »; - Poursuivre les activités du programme « Intervention d'urgence Eau » et la Réalisation d'un plan directeur d'approvisionnement en eau potable en 2014. | | | | | | | | |

Action 02 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE

| | | | | | | | | |
|---|---|----------------|---|----------------|----------------|----------------|---|--------|
| OBJECTIF | Améliorer l'offre en eau potable. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Capacité de production installée (en m3/jour) | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0% | |
| | Unité de mesure | | - | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 500000.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 1350000.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | Préalables aux travaux d'exécution terminés Prerequisites for work execution ended | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 59 300 000 000 | 59 300 000 000 | 59 300 000 000 | 59 300 000 000 | 52 483 200 000 | 52 483 200 000 | 88,5 % | 88,5 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Vétusté des installations de production d'eau potable de la ville de Yaoundé; - Production journalière très insuffisante pour satisfaire à la demande ; - Nécessité d'accroître l'offre en eau potable dû au fort accroissement démographique de la ville. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Finalisation de l'étude d'impact environnemental ; - Démarrage des opérations de constat et évaluation des biens ; - Suivi de la finalisation des études ; - Recrutement du maître d'œuvre ; - Choix des sites de carrières ; - Organisation des CAMO ; - Participation aux réunions et séminaires ; - Suivi de la recherche de financement ; - Exécution du budget de la CAMO. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - La dépendance de financement du projet aux FINEX qui n'ont pas été mobilisés en 2013; - Le processus d'indemnisation non achevé ; - Le choix du maître d'œuvre en cours. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les opérations de constat et évaluation des biens mis en cause sur les sites de la Lékié afin de vite installer l'entreprise ; - Poursuivre la procédure de recrutement du Maître d'œuvre ; - Réaliser les études géotechniques et finaliser les études topographiques ; - Valider et réceptionner les plans de conception des ouvrages ; - Démarrer les travaux. | | | | | | | |

Action 03 DÉVELOPPEMENT DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE

| | | | | | | | | |
|---|--|--|------------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------------|---------|
| OBJECTIF | Améliorer l'accès à l'eau potable. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain (en %) | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 40.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 60.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 0 forage supplémentaire sur 3 forages programmés en milieu urbain ; 0 mini AEP supplémentaires en milieu urbain sur 4 prévus. - 0 additional borehole out of the 3 programmed in the urban area; 0 additional mini DWS systems in the urban area out of the 4 planned. | | | | | 0 | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (en %) | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 43.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 60.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | - 229 forages d'eau supplémentaires construits en milieu rural sur 238 forages prévus ; 0 mini AEP supplémentaires construite sur 38 prévus ; - 229 additional boreholes constructed in the rural area out of the 238 boreholes planned; 0 additional mini DWS systems constructed out of the 38 planned; | | | | | 82,97% | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 5 620 171 000 | 4 325 099 000 | 4 994 407 985 | 3 699 335 985 | 2 839 260 761 | 2 795 389 778 | 56,84 % | 75,56 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Faible taux de couverture en eau potable en milieu rural (43%) ; - Nombre important d'ouvrages réalisés non fonctionnels en milieu rural; - Développement des infrastructures d'eau potable dans les zones frontalières ; - Le contexte de réforme des marchés publics. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Projets prioritaires de la zone de BAKASSI (EAU) ; - Provillege (Adduction d'eau rurale) ; - Réhabilitation des stations scanwater - Dépenses engagés non ordonnancés en hydraulique (DENO) ; - Hydraulique rurale ; - Réalisations d'adductions d'eau potable ; - Programme d'urgence d'alimentation en eau de la ville de Yaoundé en période d'étiage ; - Arriérés d'études en hydraulique. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | Le résultat obtenu se justifie par la passation des marchés en fin de l'exercice. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la gouvernance dans la passation des marchés publics ; - Améliorer le retour d'informations sur l'exécution des projets transférés aux CTD ; - Renforcer les capacités des CTD dans le suivi, évaluation et la gestion des projets ; - Améliorer le cadre de travail. | | | | | | | |

Action 04 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT LIQUIDE

| | | | | | | | | |
|---|--|---|------------------|------------|--------------|------------|--|-------|
| OBJECTIF | Améliorer l'accès à l'assainissement liquide. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain (en %) | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100 | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 25.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 40.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | Dix toilettes publiques à quatre compartiments supplémentaires construits Ten additional four-compartment public toilets constructed | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural (en %) | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100 | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 20.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 40.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | Dix toilettes publiques à quatre compartiments supplémentaires construits Ten additional four-compartment public toilets constructed | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 40 000 000 | 40 000 000 | 40 000 000 | 40 000 000 | 43 998 755 | 43 998 755 | 110 % | 110 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | Transfert des compétences aux services déconcentrés du MINEE et CTD. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Duplication des résultats de l'ATPC à toutes les dix régions ; - Formation des comités de gestion et agents d'entretien des ouvrages construits; - Travaux de construction de dix toilettes publiques à quatre compartiments. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | Implication des Collectivités Territoriales Décentralisées et services déconcentrés du MINEE. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le budget d'investissement public de l'action ; - Susciter l'intérêt des bailleurs de fonds et autres partenaires au développement de l'action ; - Sensibiliser les bénéficiaires à la gestion de la chose publique. | | | | | | | |

2013

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 424

RENFORCEMENT DES MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT DES
SOUS- SECTEURS EAU ET ENERGIE

Responsable du programme

OBOUNOU NDONGO Joseph René
Directeur des Affaires Générales

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

| | | |
|--------------------------|---|---|
| OBJECTIF | Améliorer les moyens de mise en œuvre des politiques des sous-secteurs Eau et Energie | |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion du personnel du MINEE disposant d'un cadre de travail adéquat (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 26.3 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 40.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion du personnel du MINEE ayant accès à une formation spécifique à la fonction chaque année (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 19.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 40.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Nombre d'infrastructures construites au MINEE |
| | Unité de mesure | nb |
| | Valeur de référence: | 3.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 16.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'exécution physico-financière du budget du MINEE (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 93.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 100.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Proportion du personnel-cadre du MINEE disposant d'un ordinateur à son poste de travail (en %) |
| | Unité de mesure | % |
| | Valeur de référence: | 30.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 50.0 2015 |
| Indicateur | Intitulé: | Existence d'outils appropriés de planification dans tous les secteurs |
| | Unité de mesure | nb |
| | Valeur de référence: | 0.0 |
| | Année de référence: | 2012 |
| | Valeur Cible Année cible: | 1.0 2015 |
| ACTIONS DU PROGRAMME | Action 01: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS Action 02: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES Action 03: PROMOTION DE LA GOUVERNANCE | |
| DOTATIONS INITIALES | AE 4 899 306 909 | CP 4 778 989 000 |
| RESPONSABLE DU PROGRAMME | OBOUNOU NDONGO Joseph René, Directeur des Affaires Générales | |

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 424 du Ministère de l'Eau et de l'Energie a été exécuté dans un contexte général marqué par :

- La mise en place des structures prévues par le nouveau cadre organique du ministère et la nomination des responsables chargés de les animer ;
- La mise en place du nouveau cadre institutionnel des marchés publics au Cameroun ;
- Le passage d'une budgétisation des moyens à une budgétisation par programme ;
- Le déploiement au MINEE de plusieurs contingents de nouveaux agents issus des diverses opérations de recrutement conduits par le MINFOPRA ;
- La vétusté et l'insuffisance des locaux abritant les services centraux du MINEE ;
- Enfin, la mise en œuvre des transferts de 2^{ème} génération au profit des collectivités Territoriales Décentralisées ;

S'agissant particulièrement de la mise en place du nouveau cadre institutionnel des marchés publics, il y a lieu de relever que les seuils trop bas des compétences des nouvelles commissions ministérielles de passation des marchés publics n'aura pas permis au MINEE de consommer de façon optimale les ressources inscrites dans son budget ; la plupart des marchés ayant été passés par le MINMAP à la fin du quatrième trimestre de l'année.

De plus, la mise en place de nouvelles structures et des responsables chargés de les arrimer nécessite un temps de rodage et d'adaptation plus ou moins long pour parvenir à leur fonctionnement optimum.

Toutes ces contingences ont de manière significative impacté positivement ou négativement selon le cas, la performance globale du programme 4 et partant celle du sous-secteur eau et énergie.

Enfin, l'année 2013 marquait véritablement le début de l'implémentation du nouveau Régime Financier de l'Etat. L'application DEPMI jadis utilisée pour l'exécution du budget devait donc céder la place à une autre (PROBMIS), incorporant les volets préparation et exécution du budget. L'exercice budgétaire 2013 a donc été marqué par le déploiement de cette nouvelle application et son imprégnation par les utilisateurs internes du MINEE.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2013

Le programme support vise globalement l'amélioration des moyens de mise en œuvre des politiques du sous-secteur Eau et Energie. Pour ce faire, le cadre logique prévoyait trois indicateurs.

Tout d'abord, relativement aux domaines de compétence du Ministère de l'Eau et de l'Energie, il

était question de fournir aux responsables et autres personnels du MINEE, un cadre de travail de plus en plus agréable. C'est à ce titre qu'en 2013, 22 bâtiments et bureaux ont été réhabilités dans les services déconcentrés et 05 bureaux dans les services centraux.

L'acquisition par le MINEE des matériels et équipements de bureau adéquats a contribué à la performance affichée des autres programmes. Le processus de réalisation des études liées à la construction de l'immeuble ministériel a véritablement démarré en 2013.

Aussi, la communication a été rendue possible dans certaines délégations à travers leur connexion au réseau internet. Cette dernière a permis de faciliter l'échange d'informations entre les personnels, tout en accélérant la vitesse de remontée d'informations budgétaires des services déconcentrés vers les services centraux.

Les performances enregistrées dans le cadre de l'atteinte de l'objectif global indiqué plus haut sont appréciées à travers d'une part le pourcentage du personnel disposant d'un cadre de travail adéquat. Son indicateur était évalué à 26,30% à la période de référence (2012), la cible étant de le porter à 50% en 2015. Rendu en fin 2013, le niveau de cet indicateur est estimé à 28,92 %, soit une hausse de 2,62% par rapport à l'année de référence.

S'agissant du deuxième indicateur du programme, plusieurs sessions de formation ont été organisées tout au long de l'année 2013 en faveur des personnels des services centraux et déconcentrés conformément au plan de formation triennal. Ainsi, les capacités de l'ensemble des personnels du MINEE ont été renforcées dans des domaines aussi variés que :

- le budget programme ;
- la Gestion Axée sur les Résultats ;
- l'éthique et la déontologie administrative ;
- la gestion des carrières et des pensions;
- le leadership ;
- le bilinguisme ;
- la Gestion de la Politique Economique ;
- l'administration générale ;
- la gestion des ressources humaines ;
- le Management public ;
- la gestion des ressources en eau ;
- l'assainissement.

Désormais, plus de 82% de responsables et autres personnels sont en même d'effectuer efficacement les tâches qui leur sont dévolues. Pour ce qui est de l'indicateur de performance retenu pour évaluer les efforts en matière de formation, force est de relever qu'en 2012, année de référence, seulement 19% des personnels avaient accès à une formation spécifique à la fonction chaque année. La cible retenue était de porter cet indicateur à 60% en 2015. Les

actions suscitées menées au cours de l'année 2013 ont permis de relever significativement le niveau de cet indicateur. Il est en effet passé à **25%**, soit une augmentation de plus de 6% par rapport à la cible de référence .

Pour ce qui est enfin du troisième indicateur retenu en 2013 pour le compte du programme support et mesuré à travers le taux d'exécution du budget, l'amélioration de la performance du MINEE a été rendue possible grâce à la bonne coordination entre le responsable du programme et les responsables des trois actions qui composent le programme support. La synergie entre les principaux acteurs du programme et les autres intervenants tels que les responsables des structures techniques, la Division en charge des études, les démembrements régionaux et départementaux du MINEE, a facilité l'atteinte des objectifs assignés au programme. Aussi, une utilisation plus judicieuse des moyens affectés à ce programme et une observation appropriée des normes et principes du budget programme ont profondément joué en sa faveur. Le fonctionnement normal de la chaîne PPBS, à travers la régularité des sessions de travail, a permis de faciliter le processus de préparation et d'exécution du budget du MINEE. Le cadre logique prévoyait une hausse du niveau de cet indicateur, de 93% en 2012 à 100% en 2015. Compte tenu des difficultés inhérentes au déploiement tardif de l'application PROBMIS d'une part et des goulots d'étranglement rencontrés dans la procédure de passation des marchés en rapport avec le MINMAP d'autre part, la tendance haussière initialement envisagée au niveau de cet indicateur n'a pas pu être observée. En effet, le taux d'exécution du budget 2013 se chiffre à **89%** à ce jour, compte tenu des liquidations faites au cours de l'exercice 2014.

Analyse de la performance globale du Programme 424

| | | |
|--------------------------------------|--|-----------------------------------|
| RESULTAT TECHNIQUE OBTENU | 317 personnels des services centraux et déconcentrés disposent d'un cadre de travail adéquat en 2013 | |
| | 274 personnels des services centraux et déconcentrés ont bénéficiés d'une formation en 2013 | |
| | Budget exécuté à 89% en 2013 | |
| TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR | 28,92 % | |
| | 25 % | |
| | 89% | |
| DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts) | AE : 4 645 585 715 (253 721 194) | CP 4 525 267 806 (253 721 194) |
| CREDITS CONSOMMES | AE : 3 082 803 426 | CP : 3 076 440 559 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 66,36% | 67,98% |

| | |
|--|--|
| JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Le faible taux d'exécution financière du budget se justifie par la lourdeur dans la procédure de passation des marchés publics ; - Le taux de personnels apte à une formation spécifique a connu une hausse du fait de la volonté affichée du MINEE à renforcer les capacités de ses collaborateurs ; - L'insuffisance des moyens alloués à l'acquisition des biens et services. |
| PERSPECTIVES POUR 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le renforcement des capacités des personnels du MINEE dans tous les domaines du sous-secteur Eau et Energie; - Poursuivre l'amélioration de la gouvernance du sous-secteur eau et énergie ; - Poursuivre l'amélioration le cadre de travail des personnels ; - Achever les études techniques et architecturales de l'immeuble ministériel en projet ; - Améliorer la qualité de la dépense publique ; - Poursuivre la réhabilitation des bâtiments des services centraux et déconcentrés du MINEE ; - Moderniser la gestion des archives et de la documentation ; - Préparer et exécuter le budget du MINEE. |

| | | |
|--|--|-------------------------|
| RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU | <p>-317 personnels des services centraux et déconcentrés disposent d'un cadre de travail adéquat en 2013;</p> <p>-274 personnels des services centraux et déconcentrés ont bénéficiés d'une formation en 2013;</p> <p>-Budget exécuté à 89% en 2013.</p> | |
| TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR | | |
| DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS: | AE 4 645 585 715 | CP 4 525 267 806 |
| (écarts = Dot.init - Dot.rev) | Ecart AE 253 721 194 | Ecart CP 253 721 194 |
| CRÉDITS CONSOMMÉS | AE 4 126 472 408 | CP 4 120 109 541 |
| TAUX DE CONSOMMATION | 88,82 % | 91,05 % |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES | <ul style="list-style-type: none"> - Le faible taux d'exécution financière du budget se justifie par la lourdeur dans la procédure de passation des marchés publics ; - Le taux de personnels apte à une formation spécifique a connu une hausse du fait de la volonté affichée du MINEE à renforcer les capacités de ses collaborateurs ; - L'insuffisance des moyens alloués à l'acquisition des biens et services. | |
| PERSPECTIVES 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le renforcement des capacités des personnels du MINEE dans tous les domaines du sous-secteur Eau et Energie; - Poursuivre l'amélioration de la gouvernance du sous-secteur eau et énergie ; - Poursuivre l'amélioration le cadre de travail des personnels ; - Achever les études techniques et architecturales de l'immeuble ministériel en projet ; - Améliorer la qualité de la dépense publique ; - Poursuivre la réhabilitation des bâtiments des services centraux et déconcentrés du MINEE ; - Moderniser la gestion des archives et de la documentation ; - Préparer et exécuter le budget du MINEE. | |

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2013

| Action 01 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS | | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------|-------------|--------------|-------------|--------------------------------|--|--|
| OBJECTIF | Pouvoir le sous-secteur Eau et Energie en ressources humaines et materielles adéquates. | | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux de formation des ressources humaines (en %) | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 30% | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 20.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | 25.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 242 | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'occupation des postes (en %) | | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 60.0 | | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | | |
| | Valeur Cible | 90.0 | | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP | |
| | 458 900 000 | 363 900 000 | 529 591 358 | 434 591 358 | 388 888 475 | 388 888 466 | 73,43 % | 89,48 % | |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition de nouveaux personnels au MINEE par le recrutement spécial de 25 000 jeunes et par des tests de sélection ; - Nomination de nouveaux responsables dans les services centraux et déconcentrés du MINEE ; - Mise en œuvre du nouvel organigramme du MINEE. | | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition mobilier de bureau dans les services centraux et déconcentrés ; - Acquisition du matériel informatiques dans les services centraux et déconcentrés, - Acquisition du matériel de bureau dans les services centraux et déconcentrés - Acquisition de deux véhicules pour le suivi des Projets ; - Conception et réalisation du site web. | | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise implémentation de regroupement des crédits. | | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | Poursuivre l'acquisition des équipements matériels et mobiliers de bureau en vue du renforcement des moyens d'action des acteurs du sous-secteur eau et Energie. | | | | | | | | |

Action 02 DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

| | | | | | | | | |
|---|--|-------------|--|-------------|--------------|-------------|---|------|
| OBJECTIF | Construire de nouveaux bâtiments et réhabiliter ceux existants. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Nombre de bâtiments construits | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0 | |
| | Unité de mesure | | nb | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 3.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 16.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 0 | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | | Nombre de bâtiments de réhabilités | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 56,60% | |
| | Unité de mesure | | nb | | | | | |
| | Année de référence: | | 2012 | | | | | |
| | Valeur de référence: | | 26.0 | | | | | |
| | Année cible: | | 2015 | | | | | |
| | Valeur Cible | | 53.0 | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | | 11 bâtiments réhabilités 11 buildings rehabilitated | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 263 500 000 | 238 183 000 | 204 867 955 | 179 550 955 | 179 084 261 | 179 084 156 | 87,41 % | 99 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Etroitesse des bâtiments abritant les services centraux du MINEE ; - Accroissement de l'effectif du personnel du MINEE ; - Nécessité d'étendre les bureaux dans les services centraux du MINEE ; - Vétusté des bâtiments abritant les services déconcentrés du MINEE. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Etudes architecturales pour la construction de l'immeuble ministériel ; - Démarrage des travaux pour l'extension du bâtiment abritant le cabinet du MINEE - Aménagement et réfection de certains bureaux des services centraux ; - Installation du réseau internet dans 02 délégations régionales ; - Aménagement de certains bâtiments dans les services déconcentrés du MINEE. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants) | <ul style="list-style-type: none"> - Les pesanteurs dans le processus d'attribution des marchés publics ; - Difficultés dans l'exécution du projet dues aux divergences avec la communauté urbaine ; - Retard dans la signature du marché relatif à la réalisation des études architecturales de l'immeuble ministériel ; - Absence de dotation pour la construction de nouveaux bâtiments. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre les études technique et architecturales pour la construction de l'immeuble ministériel devant abriter les services centraux ; - Poursuivre la construction des infrastructures aux niveaux régional et départemental ; - Réhabiliter les infrastructures existantes à ces trois niveaux (central, régional et départemental); - Augmenter le taux de disponibilité en équipements techniques divers. | | | | | | | |

Action 03 PROMOTION DE LA GOUVERNANCE

| | | | | | | | | |
|---|---|--|------------------|---------------|---------------|---------------|--|---------|
| OBJECTIF | Améliorer la gouvernance du sous-secteur Eau et Energie. | | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux de performance des services, délais de traitement des dossiers (en %) | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75% | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 60.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 90.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 4 (soit 75% de réalisation) | | | | | | |
| Indicateur | Intitulé: | Taux d'exécution physico-financière du budget (en %) | | | | | TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 89% | |
| | Unité de mesure | % | | | | | | |
| | Année de référence: | 2012 | | | | | | |
| | Valeur de référence: | 93.0 | | | | | | |
| | Année cible: | 2015 | | | | | | |
| | Valeur Cible | 100.0 | | | | | | |
| | Réalisation exercice (Résultat technique): | 89% | | | | | | |
| CRÉDITS | DOTATION INITIALE | | DOTATION RÉVISÉE | | CONSOMMATION | | TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE | |
| | AE | CP | AE | CP | AE | CP | AE | CP |
| | 4 176 906 909 | 4 176 906 000 | 3 911 126 402 | 3 911 125 493 | 3 558 499 672 | 3 552 136 919 | 90,98 % | 90,82 % |
| CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION | <ul style="list-style-type: none"> - Implémentation du budget programme ; - Soucis de la transparence administrative. | | | | | | | |
| ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle et suivi des projets ; - Production des supports communicationnels ; - Développement et mise en œuvre des activités communicationnels ; - Etudes de planification stratégique dans le secteur de l'Eau et de l'Energie ; - Validation du manuel de procédures. | | | | | | | |
| JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits) | <ul style="list-style-type: none"> - Difficile implémentation du logiciel budgétaire ; - Retard dans le processus de passation des marchés publics ; - Le flux de dossiers traités grandissant. | | | | | | | |
| Perspectives 2014 | <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une cellule d'évaluation des performances ; - Rendre plus efficace et plus pertinente la préparation et l'exécution du budget ; - Suivre, contrôler et évaluer la réalisation des projets ; - Amélioration de la gouvernance du sous-secteur en tenant compte de l'aspect genre, de la lutte VIH/SIDA, promotion du bilinguisme. | | | | | | | |

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Afin de résorber le déficit énergétique actuel et de garantir à la population un accès à l'eau potable et à l'assainissement, le Ministère de l'Eau et de l'Energie s'est fixé pour objectif stratégique dans le cadre de sa politique conjoncturelle, d'accroître significativement l'offre d'énergie, Améliorer l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie, Améliorer l'assainissement et l'accès durable à l'eau potable des ménages et des opérateurs économiques et Améliorer les moyens de mise en œuvre des politiques du sous-secteur Eau et Energie. Arrivée au terme de l'exercice 2013, il y a lieu de constater que :

S'agissant de l'accroissement de l'offre d'énergie : la quantité d'énergie disponible pour la consommation finale est passée de 1 400 000 tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2012 à 1 680 000 tep en 2013, soit un taux de réalisation de 98,72% par rapport à l'objectif de 1 800 000 tep fixé en 2015.

Cette performance a été possible grâce au recours aux centrales du Programme Thermique d'Urgence (PTU) et à la mise en service au mois de mai 2013, d'une nouvelle centrale au gaz naturel d'une capacité de 216 MW à Kribi. Ce qui a permis à l'énergie électrique produite par les centrales et émise dans le réseau de s'établir à 5 375 488 588 kWh, soit une croissance de 9,96% par rapport à l'année 2012.

En ce qui concerne l'amélioration de l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie : le taux d'accès à l'énergie électrique est passé de 49% en 2012 à 50% en 2013 soit un taux de réalisation technique de 33,3% par rapport à l'objectif de 55% à l'horizon 2015. Ce résultat s'explique par le nombre de nouvelles localités électrifiées en 2013 dans les dix Régions qui est passé à 5120. Ceci a permis d'observer une augmentation des abonnés qui est passé de 801 349 à 853 185, soit 50 344 nouveaux abonnés en 2013. L'accès aux produits pétroliers mesuré par le taux d'accès au gaz domestique, est passé de 18% en 2012 à 30% en 2013, soit un taux de réalisation technique de 33% par rapport à l'objectif de 20% fixé à l'horizon 2015. Ce résultat s'explique par l'entrée de l'opérateur TRADEX dans la filière GPL en mars 2013 avec la mise d'un stock de 30 000 bouteilles à gaz sur le marché, et la mobilisation par TRADEX sous l'impulsion du MINEE, d'un tanker flottant de 20 000 TM de GPL au large de nos côtes au long de l'année 2013 ; en conséquence une quantité de 80 126 TM de gaz domestique a été mise en consommation en 2013, soit une augmentation de 11,24% par rapport à 2012.

Pour ce qui est de l'amélioration l'assainissement et l'accès durable à l'eau potable des ménages et des opérateurs économiques : le taux d'accès à l'eau potable est passé de 60% en 2012 à 65% en 2013 soit un taux de réalisation technique de 50% par rapport à l'objectif de 70% à l'horizon 2015. Plusieurs activités réalisées en 2013 ont concourus à porter à ce résultat

dont la construction de 250 forages équipés de pompe à motricité humaine et la construction de 21.500 branchements dans le cadre du projet 40.000 à 50.000 branchements sociaux au travers du Don Global Partnership (DGPOB) et la réhabilitation des AEP dans les centres de Limbe, Buéa, Tonga, Nanga Eboko , Bikok, Tokombéré, Maroua, Mfou, Kribi, Mbouda, Abong-Mbang, Foubot, Akomnyada et Meyomessala.

En ce qui concerne l'amélioration des moyens de mise en œuvre des politiques du sous-secteur Eau et Energie : Le pourcentage du personnel disposant d'un cadre de travail adéquat est passé de 26,30% en 2012 à 28,92 %, soit une hausse de 2,62% par rapport à l'année de référence. Le pourcentage du personnel ayant accès à une formation spécifique à la fonction par an est passé de 19% en 2012 à 25%, soit une augmentation de plus de 5% par rapport à la cible attendue en fin 2013. Le Taux d'exécution du budget dont la valeur de référence en 2012 était de 93% s'est porté en 2013 à 86,67% malgré le retard considérable enregistré dans la phase de passation des marchés publics.

3.2. LEÇONS APPRISES

Tout ce qui précède donne lieu de se rendre compte d'un certain nombre de conditionnalités, de préalables à intégrer dans le processus de préparation, d'exécution et de suivi-évaluation de la mise en œuvre du budget programme. Aussi, le chemin parcouru dans le cadre de l'implémentation du budget 2013, premier budget programme du genre au Cameroun, renforce l'expérience du sous-secteur Eau et Energie en matière de mutation du budget des moyens vers le budget par objectifs. A ce titre, les enseignements majeurs qui méritent d'être évoqués sont les suivants :

- Contrairement au budget des moyens, le budget programme est véritablement un budget par objectifs. Sa mise en œuvre s'analyse au miroir des objectifs fixés ex-ante et les avancées réalisées s'évaluent au moyen des indicateurs adossés aux différents objectifs. Raison pour laquelle le choix des indicateurs de programmes et d'actions est d'une importance avérée. De leur qualité dépend, la capacité des responsables de programmes à les mesurer et de leur pertinence dépend la capacité desdits indicateurs à traduire effectivement la performance recherchée. L'expérience du budget 2013 invite ainsi à une formulation rigoureuse des indicateurs dès la période de référence, de façon à ce qu'ils soient moins instables dans le temps ;
- La production statistique joue un rôle important dans le monitoring du budget programme. En effet, l'atteinte des objectifs est mesurée à travers des indicateurs dont la mesure, particulièrement dans le sous-secteur Eau et Energie, nécessite un système d'information fiable et performant. En effet, la mesure à temps réel d'indicateurs tels que les taux d'accès, qui sont en quelque sorte une agrégation des taux d'accès par localité, puis par département et par région, nécessite un bon système de remontée des informations des services déconcentrés

vers les services centraux. A ce titre, l'action de la Cellule du Système d'Information sur l'Eau et de la Cellule du Système National d'Information Energétique doit aller dans le sens de la systématisation du calcul des différents indicateurs du budget programme du MINEE ;

- Le succès du budget programme passe aussi par une véritable synergie d'actions entre acteurs du sous-secteur Eau et Energie d'une part et entre ces acteurs et ceux d'autres secteurs économiques d'autre part. Cette collaboration n'est pas seulement requise dans le programme transversal qu'est le programme support. Les programmes opérationnels eux-aussi exigent une proche collaboration avec les acteurs d'autres programmes, les différentes structures du MINEE, ainsi que les sociétés sous-tutelles. L'action de ces dernières est tout aussi importante et décisive dans le processus de préparation et d'exécution du budget, de même que le retour d'information en matière de niveau d'avancement des projets sous la conduite des sociétés sous tutelle.
- Les difficultés rencontrées dans l'exécution de certains projets ou activités appelle à plus de rigueur dans le processus de maturation des activités voire des tâches. L'atteinte d'un niveau élevé d'exécution physico-financière du budget est tributaire de la disponibilité d'un document du projet, présentant selon le cas, les TDR, les rapports d'études techniques préalables, les éléments relatifs au financement, etc.
- Dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural, l'effet des AEP sur le niveau d'accès durable à cette ressource s'est avéré plus déterminant et plus décisif que celui des forages équipés. En effet, les AEP ont l'avantage de desservir un plus grand nombre de ménages, tout en étant durablement fonctionnelles. L'option efficace est donc d'accorder beaucoup plus de poids à la réalisation des AEP ;
- L'atteinte des objectifs d'émergence à l'horizon 2035 dépend fortement des actions à mettre en œuvre au plus tôt, dans le sens de moderniser l'outil de production et de développer le tissu industriel. Cela nécessite une disponibilité accrue de l'énergie électrique. Hors, la mise place des centrales hydroélectriques nécessite un temps suffisamment long, en général plus de cinq ans. L'alternative peut être envisagée à travers l'intensification de l'exploitation des énergies renouvelables, dont le potentiel reste important au Cameroun. Les énergies renouvelables ayant l'avantage d'être non seulement mobilisables à court terme, mais aussi restant cohérentes à la préservation de l'environnement, dans une perspective d'économie verte.

3.3. PERSPECTIVES 2014

Les bonnes performances réalisées par le MINEE au cours de l'exercice budgétaire 2013 se doivent d'être capitalisées en 2014. Par ailleurs, au regard de certains objectifs non atteints d'une part et compte tenu de l'objectif d'efficience auquel est astreinte l'administration publique d'autre part, des efforts supplémentaires méritent d'être déployés, dans le sens de la recherche

d'une meilleure performance en 2014. Ainsi, les prévisions et prétentions du sous-secteur Eau et Energie sont les suivantes :

Les efforts futurs du sous-secteur seront évalués sur la base des cibles d'indicateurs présentés dans le tableau ci-après :

| Programmes | Objectif | Indicateur | Cible visée 2014 | Cible visée (2016) | Cible visée (2019) |
|---|---|---|-------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Offre d'énergie | Accroître l'offre d'énergie pour la population et les activités économiques | Quantité d'énergie disponible pour la consommation finale (Tep) | 1 680 000 | 1 800 000 | 2 000 000 |
| Accès à l'énergie | Améliorer l'accès des ménages et des opérateurs économiques à l'énergie | Taux d'accès à l'électricité | 49% | 55% | 60% |
| | | Taux d'accès au gaz domestique | 17% | 20% | 25% |
| | | Part des énergies renouvelables modernes dans le mix énergétique disponible à la consommation | 1% | 3% | 5% |
| Accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide | Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide des ménages et des opérateurs économiques | Taux d'accès à l'eau potable | 60% | 75% | 85% |
| | | Taux d'accès à un assainissement individuel amélioré | 37% | 43% | 50% |
| Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur Eau et Energie | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINEE | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINEE | 93% | 100% | 100% |

Chaque programme travaillera ainsi, à la détermination des cibles intermédiaires visées en 2015, en 2017 et en 2018, afin d'assurer le système de glissement annuel dans l'évaluation des niveaux d'indicateurs.

Le MINEE veillera à garantir la stabilité de ses indicateurs, tout en s'assurant de leur pertinence, afin qu'ils rendent effectivement compte des avancées ou des contre performances éventuellement réalisées ;

Les deux Cellules ministérielles en charge du système d'information devront travailler à la mise en place d'un système performant et efficace de collecte, de traitement et d'analyse des informations statistiques, en vue du calcul des niveaux d'indicateurs. Le projet de mise en place d'un réseau intranet dans les services centraux s'inscrit dans le même ordre d'idées ;

La synergie entre le MINEE et d'autres départements ministériels tels que le MINDCAF

et le MINTP sera renforcée. Cela devrait faciliter les procédures d'indemnisations pour le premier et la validation de certaines études techniques, pour ce qui est du deuxième. Les mêmes exigences de collaboration seront observées entre les acteurs intervenant dans les différents programmes ;

Les responsables d'actions et les contrôleurs de gestion entreront véritablement en scène. Il sera question de renforcer leurs capacités en la matière, afin qu'ils jouent le rôle qui est le leur, celui d'accompagnateurs des responsables de programmes dans leurs missions ;

La sélection des activités et tâches éligibles au financement public sera davantage rigoureuse ; l'idée étant de n'inscrire que des projets suffisamment matures et dont le démarrage des travaux n'est plus tributaire que de la disponibilité des fonds y afférents ;

Les AEP seront davantage développés, au détriment des forages équipés ;

L'intensification du développement des énergies renouvelables se poursuivra et à terme, des centrales thermiques seront transformées en centrales solaires ;

La question de l'amélioration du cadre et des conditions de vie des personnels, déterminante pour l'amélioration du rendement professionnel, restera au centre des préoccupations du MINEE. A ce titre, la construction effective de l'immeuble ministériel abritant les services centraux du MINEE démarrera dès 2015. La construction et la réhabilitation des services déconcentrés se poursuivra, dans la limite des moyens disponibles et sous contrainte de la disponibilité des titres de propriété et études techniques, pour ce qui est de la construction de bâtiments nouveaux. Dans la même veine, le projet triennal d'acquisition de véhicules pour l'utilisation des Délégués Départementaux démarrera en 2015 et se poursuivra en 2016 et en 2017.